LES GRÈVES MOLOTOV DE 1947 ET DE 1948 ET LES SCISSIONS SYNDICALES NATIONALE ET INTERNATIONALE

par

Pierre MONATTE.

(1)

NOUS VOULIONS DES GRÈVES (2)...

- Vous devez être content. Vous vouliez des grèves. Vous en avez.

- J'ai sans doute le caractère mal fait; je ne suis pas encore content. Je suis même plus mécontent que jamais. Cette fois, je ne m'y reconnais plus dans toutes ces grèves qui éclatent. Grèves pour protester contre le départ de Thorez du gouvernement. Grèves pour embêter Ramadier. Grèves pour faire plaisir à Moscou. Grèves pour embêter Washington. Grèves pour pousser à l'inflation et à la catastrophe financière. Grèves contre l'acceptation du plan Marshall. Grèves pour dégoûter les Américains d'adopter ce plan. Grèves sur consignes de Varsovie. Grèves pour coiffer les mouvements lancés par les opposants. Grèves pour amener ces opposants à faire les jaunes. Grèves pour jeter le discrédit sur l'arme de grève. Grèves pour en dégoûter les syndiqués. Tout cela est vraiment trop compliqué pour un vieux type comme moi, habitué aux grèves pour des revendications ouvrières.

Nous sommes nombreux à ne pas comprendre et à nous inquiéter. Un article de David Rousset, dans *Combat* du 21 octobre, intitulé: *«On ne peut pas jouer avec la grève»*, me le fait penser. Cet article venait juste à la fin de la grève du métro et traduisait le malaise du moment.

On a voulu voir dans le déclenchement de cette grève tour à tour la main des socialistes, celle de de Gaulle, celle des staliniens. Il n'y avait au début que le désir d'une catégorie d'ouvriers de n'être pas lanternés plus longtemps et de faire reconnaître leur nouveau syndicat. Là-dessus, qu'est-ce qui n'est pas venu s'ajouter! Le syndicat C.G.T. aux mains des staliniens, n'a rien trouvé de mieux que de faire le jaune pendant trois jours, le samedi, le dimanche et le lundi, par esprit de boutique syndicale. A sa place, je sais bien ce que j'aurais fait, dès le samedi, surmontant la surprise et le dépit, et n'écoutant que l'intérêt ouvrier. Je serais entré dans la danse. Résultats certains: les revendications auraient été enlevées dès le soir même; les préventions entre ouvriers seraient tombées; la population parisienne n'aurait pas été empoisonnée pendant toute une semaine. Mais c'était trop simple et trop naturel pour nos staliniens. Il y avait là un beau chapitre à ajouter aux exploits de Verdun et de Nancy. On allait voir ce que le camarade Hénaff était capable de faire. On l'a vu et ce n'est beau d'aucune manière. Il voulait soulever les Parisiens contre Ramadier. Il les a soulevés contre les syndicats et contre les grèves. Il faut avoir entendu les propos acidulés d'ouvriers eux-mêmes: *«Ça va aller mieux; la grève du métro va*

(1) Vues de mois en mois et décrites dans la *«Révolution prolétarienne»* (*).

(2) *La Révolution prolétarienne,* novembre 1947.

(*) Elles deviendront le neuvième chapitre de *Trois scissions syndicales,* Les Éditions ouvrières, 1958. *(Note A.M.)*.

finir; celle des boulangers va commencer». Hénaff espérait des incidents entre grévistes et la police et la troupe, qui lui auraient permis d'appeler à la grève générale. On se demande encore comment cela ne s'est pas produit. A la faveur de pareils événements les élections municipales ne manqueraient pas d'être un feu d'artifice stalinien. Hélas! Le dimanche soir, la liste Hénaff était défaite au Pré Saint-Gervais. Ce n'était pas Thorez le triomphateur des élections; c'était de Gaulle. Ce n'était pas plus beau.

Frachon a éprouvé le besoin de *«mettre les pieds dans le plat»* (*Humanité* du 18 octobre). Il a dit avoir connu des *«syndicats jaunes, des syndicats de briseurs de grèves et aussi des hommes comme Clément»* **(*)**, prenant à son compte la calomnie contre le syndicat autonome des conducteurs du métro.

Il a osé, lui secrétaire confédéral, réclamer le renvoi de Bois **(**)** de chez Renault. Il n'a pas rougi d'écrire ces lignes: *«La direction de l'usine voudrait bien se débarrasser de Bois parce qu'elle estime qu'il est à l'usine pour d'autres besognes que la construction d'automobiles, mais Bois reste chez Renault. Il a de solides appuis dans un ministère. Bois a constitué un de ces syndicats autonomes chers au brain-trust de Ramadier».*

Frachon ne se souvient plus des années 1920-21. Ne croyant pas au redressement de la C.G.T. il était partisan de la scission immédiate; il était alors trésorier de la *Confédération des Travailleurs industriels du monde* fondée à Marseille par Péricat. Il tenait à ce moment le rôle que tiennent aujourd'hui des hommes comme Bois et comme Clément. Qu'aurait-il pensé à l'époque si Jouhaux avait à son sujet mis les pieds dans le plat?

D'après Thorez, dans son grand rapport, l'arrêt des conducteurs du métro porte la marque américaine. Il est beaucoup plus vrai que ses agissements, à lui, ceux de Frachon et d'Hénaff, portent la marque russe.

Or, nous ne voulons, et l'ensemble des syndiqués le veut comme nous, ni de la marque russe ni de la marque américaine. Nous voulons la marque ouvrière tout simplement.

FILM RAPIDE (3)...

Que d'événements au cours de ce mois!

Mon dernier Carnet avait été écrit juste après la conférence de *Force Ouvrière* **(4)**. Les débats passionnés et tumultueux du *Comité Confédéral National* devaient faire vite oublier la conférence de *Force Ouvrière*. On ne regardait plus en arrière. On regardait en avant; rendez-vous était pris pour le 19 décembre. Après une vaste consultation des syndiqués et des non-syndiqués, la C.G.T. se prononcerait alors sur un grand mouvement d'ensemble, dans un nouveau C.C.N. Les événements de Marseille ont eu vite fait à leur tour de bouleverser le scénario et de faire oublier la conférence de *Force Ouvrière,* C.C.N. de novembre et C.C.N. du 19 décembre. La grève générale de Marseille, après son arrêt des cheminots marseillais, allait entraîner la paralysie des chemins de fer en remontant le Rhône et faire déclencher la grève générale des cheminots, sur laquelle toute une série de grandes grèves allaient se brancher, grève des ports et docks, grève des métallurgistes de la région parisienne, grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais. Tout le grand jeu, quoi.

Cette fois, Ramadier n'a pas tenu. Il s'est affalé, liquéfié. Un cabinet Blum a été impossible. Guy

(*) Émile CLÉMENT, (1899-1974); conducteur de métro parisien; fut exclu de la C.G.T. en 1946 pour son opposition à la politisation communiste; fonda le syndicat autonome du métro. *(Note A.M.).*

(**) Pierre BOIS, (1922-2002); ouvrier spécialisé chez Renault; animateur de la grève de 1947, il fut le créateur du *Syndicat démocratique Renault*, qui disparut au début des années 50; communiste-trotskyste de l'*Union communiste* (Voix ouvrière-Lutte ouvrière). *(Note A.M.).*

(3) *La Révolution prolétarienne,* décembre 1947.

(4) *Force Ouvrière*, alors simple groupement d'opposition.

Mollet y est peut-être pour quelque chose; en quoi il n'avait sûrement pas tort. Les socialistes ont suffisamment fait la besogne des autres. Mais c'est plutôt Depreux que Guy Mollet qui a fait écarter le cabinet Blum.

Le ministre de l'intérieur Depreux avait été trop mou à Marseille; il n'avait pas donné de consignes assez fermes; en fait il n'avait pas fait verser la grande flaque de sang attendue par les staliniens, mais aussi par nos bourgeois. Les partisans de la manière forte ont écarté ces socialistes qui refusaient de jouer les Noske. Et Schuman est venu. Un cabinet Schuman dont chacun escomptait hier l'échec et l'usure rapide aujourd'hui, un cabinet faisant l'intérim avant l'entrée en scène du général de Gaulle.

La grève insurrectionnelle a fait long feu. Les vagues de grèves, se succédant par fédérations, ont rappelé 1920, mais n'ont pas mieux réussi. Le cœur n'y était pas plus en 1917.

Les grands mouvements ne se font pas sur commande. Le *Kominform* peut en être assuré. Il est vrai que nos staliniens peuvent s'estimer satisfaits. Ils le sont d'ailleurs. Le vin d'honneur offert par l'*Union parisienne des syndicats* au généralissime Frachon est là pour l'attester. On a fait mieux qu'à Verdun, Nancy et au Métro. La deuxième grande opération avec ses grèves générales de grands centres, Marseille, Lyon, Saint-Étienne, Béziers, Nice, et d'industries maîtresses, chemins de fer, ports et docks, mines, métallurgie marque un développement de l'action. La prochaine fois on fera mieux encore. Jamais deux sans trois d'ailleurs. Le camarade Hénaff est ulcéré que Paris ne soit pas en flèche. La prochaine fois, on opérera face non à un hôtel de ville provincial ou à une préfecture, mais face au pouvoir central. Et l'on verra ce que l'on verra.

LES CONSIGNES DU KOMINFORM (5)...

Les événements de Marseille ont gagné toute la France. Une manifestation contre l'augmentation du prix des tickets de tramway entraîne des arrestations. La protestation contre ces arrestations amène la foule à envahir hôtel de ville, palais de justice, et à rendre visite aux cafés chics. Coups de feu. Un mort. Grève générale locale. Arrêt des chemins de fer, localement, régionalement, nationalement. La C.G.T. lance toute une série de vagues de grèves.

La cause première de ces mouvements, l'augmentation des tramways de Marseille, son exploitation contre la nouvelle municipalité gaulliste, est parfaitement naturelle. Il faut même dire qu'on n'y était pas allé avec le dos de la cuiller en fait d'augmentation. A force de reculer les échéances il arrive un moment, il est vrai, où les solutions moyennes sont impossibles. Mais l'utilisation du mécontentement au fur et à mesure qu'il s'est grossi jusqu'à devenir une tempête de colère a été trop savante pour ne pas devoir quelque chose à l'art de la stratégie.

Il fallait devant la conférence de Londres montrer la faiblesse du gouvernement français et la puissance en France du parti russe. Il fallait ruiner le plan Marshall, amener la France à le refuser ou l'Amérique à le retirer. Il fallait créer une crise politique insoluble; Ramadier parti, rendre impossible un cabinet Blum ou même un cabinet Schuman. Et par là-dessus pousser à l'inflation et à la catastrophe financière.

Que visait-on par la grève générale? Ramener un cabinet à participation stalinienne, docile à Moscou? C'est possible, mais peu probable. Faire chanter le gouvernement par la menace de guerre civile? Même ébranler si fort le régime qu'il suffise de peu pour l'abattre? Le caractère politique de la grève générale n'a fait de doute pour personne. Mais il était non moins clair que ce n'était pas la révolution, mais l'instauration du totalitarisme stalinien qui était en marche.

Libre à nos trotskistes d'aider au triomphe du stalinisme. Qu'ils s'en expliquent entre eux. Mais nous ne pratiquons pas la politique de Gribouille. Nous sommes pour la guerre civile aboutissant à la libération des travailleurs, nous ne sommes pas les dupes et les complices du fascisme rouge.

(5) *La Révolution prolétarienne,* décembre 1947.

C'est en vertu de ces sentiments que les cheminots et les postiers syndicalistes ont offert une telle résistance, que chez les mineurs, les métallurgistes, les dockers, même là où nos camarades ont suivi le mouvement, il n'y a pas eu le grand élan des jours d'espoir.

Le temps n'est plus des espérances soulevées par l'internationale communiste. Les soviets partout!

La belle période de l'internationale communiste fut courte. Cinq à six ans tout au plus. Encore ne fut-elle jamais une véritable Internationale. Les Russes, soulevés par la Révolution, dominaient de si haut toutes les autres sections, qu'ils furent toujours seuls à parler, et les autres à écouter. Le jour où Lénine mort, les soviets mis au rancart, les difficultés s'accumulant, l'État russe se forgeant, l'internationale communiste perdit son caractère originel; elle devint peu à peu un simple instrument politique de l'État russe, une véritable cinquième colonne.

On pouvait annoncer sa dissolution au cours de la guerre. Il y avait beau temps que l'internationale communiste avait cessé de vivre. Elle était morte avec le socialisme en Russie. Ce qui l'avait remplacée, ses sections dans chaque pays, continuerait à être animé par les ambassades russes. Nul besoin de le crier sur les toits. Jusqu'au jour où la Russie, non la Russie des soviets, mais la Russie tout court, la Russie de Staline, a voulu frapper un grand coup et signifier à l'Amérique qu'une nouvelle phase de leur lutte commençait. Ç'a été la conférence de Varsovie, la formation du Kominform. La Russie n'avait pas assez de ses États satellites; il lui fallait des partis satellites. Au premier rang, ceux de France et d'Italie.

De là les consignes de Varsovie, la mobilisation insurrectionnelle en France et en Italie.

Pour la révolution prolétarienne de France et d'Italie? Allons donc. Pour le service du totalitarisme russe. Pour le service du nouveau tsar rouge.

ARTISANS DE LA SCISSION (6)...

Allons-nous voir prochainement la scission dans la C.G.T.? Scission ou déchirure.

Parmi les sous-produits du dernier mouvement, Frachon a, sans aucun doute, voulu coiffer la minorité de *Force Ouvrière* du bonnet des jaunes. Le dernier C.C.N. avait montré que Jouhaux et Bothereau en avaient assez; de là à leur sortie, il n'y avait plus loin. Sans attendre ce moment. Frachon s'est ingénié à les mettre avant en posture de briseurs de grève. Jouhaux pourrait ensuite s'en aller. Tous les hurleurs de Stalinie lui crieraient à la chienlit. Se joindraient aux hurleurs les camarades trotskistes, traitant, eux, Jouhaux de jaune et Frachon de freineur. Pour un freineur, Frachon ne paraît pas avoir trop mal opéré. Même s'il a feint parfois d'exécuter les consignes sans entrain. Ce n'est pas sur la mine mais aux actes qu'il faut juger le joueur. Le Kominform n'a pas le droit d'être mécontent.

La déchirure avait déjà bien commencé dans deux corporations comme les Postiers et les Cheminots. L'un des résultats les plus certains des derniers événements sera d'avoir donné un rude élan aux deux jeunes Fédérations syndicalistes des Postiers et des Cheminots.

On comprendrait mal que l'opposition syndicale groupée autour du *Combat syndical des P.T.T.* et qui avait poursuivi son effort au sein de la *Fédération postale* confédérée, mais vient d'en démissionner, ne rejoigne pas la *Fédération syndicaliste* dont Mourguès est le secrétaire. Non plus que les postiers de *Force Ouvrière*. Non plus que le *Syndicat des agents des P.T.T.* reconstitué par Digat et quelques vieux militants postiers. Ces derniers reprochaient à la *Fédération syndicaliste* de n'avoir pas constitué qu'un seul organisme pour les agents et de les avoir scindés en quatre organisations alors que pour les ouvriers et les employés elle maintenait un seul syndicat national. C'est là un grief peut-être sérieux mais nullement insurmontable. Je crains davantage l'hésitation de certains camarades; pour ne pas essuyer l'épithète de briseurs de grève ou d'associés des briseurs de grève, tomberont-ils du côté des staliniens? Ils oublieraient en ce cas que les staliniens sont les pires briseurs de grève, eux qui ont brisé

(6) *La Révolution prolétarienne,* décembre 1947.

cette arme entre les mains des ouvriers russes et qui prétendaient, il n'y a pas si longtemps, qu'ici la grève est l'arme des trusts.

Même nécessité de rassemblement chez les Cheminots. Si Ouradou et Clerc n'ont pas l'intelligence de faire rallier par les cheminots de Force Ouvrière la *Fédération syndicaliste des cheminots* fondée l'autre dimanche, et dont Mehudin, Laurent, Lafond et Bodeau sont les animateurs, ils courent le grand risque de voir leurs éléments y aller sans eux. J'ai passé quelques heures au congrès constitutif de l'autre dimanche. Parmi les choses qui m'ont frappé, le nombre de jeunes présents dans la salle, un bon tiers, et pas les moins intéressants dans les débats. Une génération de jeunes se lève chez les cheminots, cela ne fait pas de doute. A côté d'eux, pas mal d'anciens, parmi les meilleurs des luttes de 1920, et de moins anciens encore pleins d'allant.

Tout ce que je me permettrai de dire aux militants de la *Fédération syndicaliste des Cheminots*, c'est de les mettre en garde contre une réaction peut-être naturelle mais dangereuse. Par réaction contre la phraséologie révolutionnaire de Tournemaine, qu'ils ne se rejettent pas vers le corporatisme. Qu'ils aient l'ambition de défendre les revendications des cheminots plus sérieusement que la Fédération stalinienne, c'est un sentiment légitime et louable. Mais qu'ils ne s'en tiennent pas là. Qu'ils aient aussi l'ambition de faire jouer aux cheminots leur rôle révolutionnaire, pour la véritable révolution, non pour l'instauration en France du totalitarisme russe, du fascisme rouge. Qu'ils ne comptent pas exclusivement sur le nombre. C'est bien d'avoir la masse. Ce n'est pas suffisant. Ils connaissent comme moi, j'imagine, ces faits qui se sont passés dans un dépôt de cheminots de la banlieue parisienne. Au vote secret, 165 ouvriers se prononcent contre la grève, seulement 15 pour. Mais les 15, sitôt le vote terminé, se constituent en piquet de grève et immobilisent le dépôt. Les 165 ont accepté passivement. Que nos camarades de la *Fédération syndicaliste des cheminots* apprennent aux 165 à avoir autant de cran que les 15 et il y aura quelque chose de changé.

D'autres *Comités d'action syndicaliste* se sont formés qui ne vont pas tarder à se transformer en fédérations, notamment chez les mineurs, dans les métaux, dans les services publics. Le mouvement de ces Comités, parallèle à celui de *Force Ouvrière*, constitué généralement d'éléments qui s'en sont détachés lui reprochant son manque de vigueur, entraîne tous les éléments minoritaires et oblige *Force Ouvrière* à presser le pas.

De leur côté, les staliniens de la C.G.T. ne vont pas manquer de régler le conflit qui s'est définitivement aggravé entre eux et *Force Ouvrière*. Ils ont reporté le C.C.N. qui devait se réunir le 19 décembre. Son premier ordre du jour était périmé, évidemment. Un autre s'imposait: la leçon à tirer du mouvement qui vient de finir. Ce n'est pas au sein d'une commission exécutive que le débat peut se limiter. Frachon veut sans doute gagner du temps. Peut-être reporter le débat après la prise des cartes confédérales pour l'année 1948. Malice assez grossière.

Sous sa signature, suivie de son titre de secrétaire général de la C.G.T., dans *l'Humanité* du 28 novembre, Frachon a écrit de *Force Ouvrière: «En termes clairs, un groupement qui agit de la sorte ne saurait avoir rien de commun avec le mouvement syndical traditionnel. Tous les travailleurs le considéreront comme une entreprise de trahison et de briseurs de grève».*

Rien de commun. C'est la rupture, c'est la scission annoncée publiquement par Frachon lui-même. Il peut vouloir gagner quelques semaines maintenant. Il ne veut certainement pas revenir en arrière.

Jouhaux s'y prêterait-il - rien n'indique qu'il le veuille - resterait à savoir ce que désirent faire les militants de base de *Force Ouvrière*. Un fort courant s'était affirmé lors de la première conférence nationale. A la deuxième, le courant sera beaucoup plus puissant. Sans attendre, les éléments de Valenciennes et de Maubeuge ont annoncé la constitution de nouveaux syndicats, et même de nouvelles unions locales. Les éléments de Lille et de Roubaix ne semblent pas loin de cette position. Ceux du Pas-de-Calais non plus. D'autres régions, comme la Loire, pensent de même. Leur poids risque de faire pencher vers la scission immédiate la conférence qui va se réunir ces jours-ci.

Frachon aura été l'artisan habile de la scission. Il pourra se frotter les mains et retrousser les manches.

LE CARNET DU SAUVAGE (7)...

Les événements ont continué à aller vite. Entre le moment où j'avais écrit mon dernier *Carnet* et la sortie du numéro, la scission était devenue un fait. Mais dans les syndicats, a-t-on le sentiment de cette rapidité? On continue à parler comme on le faisait hier, sans voir que la situation s'est profondément modifiée. On ne semble pas davantage en mesurer la gravité. Du côté réformiste comme du côté révolutionnaire. On en a vu d'autres. Pourquoi se frapper? Tout finira par s'arranger. On ne demande qu'à s'adapter aux nouvelles nécessités.

Des camarades, comme Sancier, du *Bijou*, et il n'est pas seul, semblent devoir rester avec les staliniens. D'autres, avec *Front ouvrier,* parlent de scission criminelle et recherchent les moyens de maintenir l'unité; ils réunissent à cet effet un congrès pour le 1er février. D'autres, particulièrement dans le *Livre* et dans l'*Enseignement*, font campagne pour l'autonomie.

Enfin, du côté des dirigeants de *Force Ouvrière* on agit comme si l'on voulait reconstituer une C.G.T. réformiste bien à soi, où l'on pourrait vivoter tranquillement.

On ne semble pas voir qu'avant trois mois, les staliniens, doux comme des agneaux aujourd'hui, lanceront les syndicats dans une troisième aventure plus grave que les deux précédentes et probablement décisive. Il faudrait qu'avant cette nouvelle tentative, sans perdre une minute, sans se laisser détourner du but, la C.G.T. nouvelle fût assise solidement. Ses Fédérations, ses Unions départementales, ses milliers de syndicats animés par tous les militants, réformistes et révolutionnaires, qui sentent le danger?

On ne voit pas que nous sommes dans une situation historique exceptionnelle. On ne le voit pas, parce qu'on ne regarde pas avec des yeux de syndicaliste mais avec des yeux de simple corporatiste; parce qu'on regarde les événements avec une certaine surprise, même quelque inquiétude, mais sans véritable sentiment révolutionnaire.

TEXCIER N'AVAIT PAS TORT (8)...

De divers côtés, on m'a demandé si Jean Texcier n'avait pas eu tort d'écrire, dans son éditorial de *«Combat»* du 28 décembre, que j'étais disposé à entrer dans la C.G.T.-F.O.

«Alors que les communistes se consolent entre eux, rue Lafayette, Jouhaux le vétéran va retrouver le vieux Monatte... Bonne chance à ceux de la rue Mademoiselle, qui retrouvent tout naturellement les anciens de la Grange-aux-Belles».

Texcier avait raison. Il n'avait pas eu besoin de me voir, ni d'interroger Jouhaux. Il lui avait suffi de lire mon dernier *Carnet*. J'y disais que ce serait une faute pour les syndicalistes révolutionnaires de ne pas se jeter à corps perdu dans le mouvement. Cela ne pouvait pas signifier autre chose que se jeter aux côtés de *Force Ouvrière*, de ses jeunes militants de base comme de ses vieux cadres. Je le pense toujours, sans me demander si les syndicalistes révolutionnaires y seront bien reçus. Mais il n'est pas toujours facile d'aller où l'on voudrait, où l'on devrait aller. J'appartiens à un syndicat, à une Fédération et finalement j'irai où ira ma Fédération. En tout cas, je serai de ceux qui demanderont à la *Fédération du Livre* de rallier tout de suite la nouvelle Centrale, quitte à la suivre dans l'autonomie si la majorité des fédérés en décide ainsi.

Un camarade, qui croit que tous nos malheurs proviennent du politico-syndicalisme et pour qui F.O. n'est qu'un paravent du parti socialiste, me crie gare: *«Tu vas te porter garant que F.O. n'est pas un instrument aux mains du parti socialiste..., répondre de sa blanche hermine..., permettre que d'autres après Texcier puissent déclarer: "On ne va tout de même pas me dire que Monatte, le libertaire, est aux ordres du parti socialiste et qu'il est disposé à se mettre aux ordres du gouvernement"».*

(7) (8) *La Révolution prolétarienne,* janvier 1948.

Moi aussi, comme Texcier, je crois que la nouvelle Centrale ne doit pas être un instrument aux mains du parti socialiste et que celui-ci le voudrait-il il ne le pourrait pas.

Je me porte garant seulement d'une chose, c'est que si nous entrons à F.O. nous ferons tout pour que l'indépendance du syndicalisme à l'égard du parti socialiste, soit vraiment respectée. Ce sera moins difficile à obtenir là que dans la maison d'en face à l'égard du parti stalinien.

Moins difficile pour trente-six raisons, dont la première tient à ce que le parti socialiste n'a pas de directives précises à proposer ou à imposer aux syndicats. Un parti qui va de Vincent Auriol à Marceau Pivert n'est pas tellement sûr de sa route pour qu'il ait grande force pour l'imposer aux autres.

Certes, on ne peut pas méconnaître la part importante que les ouvriers socialistes ont prise dans l'action des groupes de base de *Force Ouvrière* et des *Comités d'Action syndicaliste*. Dans beaucoup de cas on trouve derrière eux les groupes d'entreprise socialistes. C'est un fait qu'il faut constater et dont il faut tenir compte. Nous devons nous réjouir que les ouvriers socialistes aient cessé d'être passifs et qu'ils aient manifesté enfin une certaine activité. Parmi eux, il en est pas mal qui ont passé par le parti stalinien et qui en sont revenus vaccinés. Il en est beaucoup de jeunes pour qui les formules de lutte de classes et d'internationalisme ne sont pas lettre morte. J'ai confiance, beaucoup de syndiqués socialistes seront avec nous pour demander une C.G.T. lutte de classes ne sacrifiant pas trop au bureaucratisme.

Des camarades se figurent que les syndicats doivent être automatiquement aux syndicalistes; qu'ils l'ont été dans le passé et qu'ils doivent le redevenir. C'est un droit, disent-ils, qu'on a laissé prescrire.

Où ont-ils vu ça? Les syndicats sont aux syndiqués. Ils ne sont de droit à aucune tendance, pas plus à la notre, les syndicalistes révolutionnaires, qu'aux autres. Ils sont à qui les mérite, à qui les gagne, parfois à qui escroque leur confiance, mais, dans ce dernier cas pas pour longtemps. Les syndicalistes devraient plus facilement, plus sûrement gagner cette confiance, eux qui mettent toutes leurs espérances dans les syndicats, eux qui ne partagent pas leur effort et devraient le porter tout entier sur le groupement essentiel qu'est pour eux le syndicat. Ils devraient... mais faisons-nous vraiment ce qu'il faudrait, ce que nos conceptions commandent?

Une occasion merveilleuse nous est donnée de faire œuvre utile, d'aider à construire rapidement une C.G.T. habitable pour tous, une C.G.T. capable d'orienter la classe ouvrière vers son émancipation véritable. La laisserons-nous passer?

J'avais pensé un moment à réunir une dizaine de camarades et à examiner avec eux si une déclaration montrant pourquoi nous entrions dans la nouvelle Centrale et ce que nous en attendions ne s'imposait pas. J'ai dû y renoncer. Même parmi des camarades qui se disent révolutionnaires, il en est qui veulent dormir dans la nouvelle C.G.T. comme ils dormaient hier dans la vieille. Je suis peut-être dur, mettons qu'ils veulent se borner à ne faire que du travail corporatif. D'autres, et c'est plus triste, s'imaginent qu'il faut laisser aux hommes des sommets syndicaux le soin de rallier les adhérents à la nouvelle C.G.T. Qu'on ne vienne pas gêner les grands bergers avec des histoires révolutionnaires de correcteurs et d'instituteurs. D'autres se refusent à prendre parti dans ce qu'ils appellent un conflit entre V.O. et F.O. D'autres enfin ne voient de solution que dans l'autonomie.

J'ai remisé mon projet de déclaration. Il le fallait d'autant plus que moi-même j'aurais bonne mine à préconiser bruyamment l'entrée à F.O. alors que je suivrai mon syndicat probablement à l'autonomie.

N'empêche, Texcier n'a pas eu tort d'écrire ce qu'il a écrit. Je continue à penser que c'est à F.O. qu'il faut aller. Ceux de nos camarades qui ne le voient pas aujourd'hui le verront certainement un jour prochain; mais il sera trop tard, ils auront raté l'occasion de donner un grand élan au syndicalisme.

FRACHON OU L'AGNEAU STALINIEN (9)...

Décidément la tactique stalinienne est infiniment souple. Frachon n'avait pas plutôt terminé le grand air tragique *«Rien de commun... Trahison... Briseurs de grève...»* qu'il s'est mis à moduler une chanson mélancolique: Pourquoi quitter cette maison si douce, si calme?

Les chefs de *Force Ouvrière* partis, il faut essayer de garder le plus possible de leurs troupes. Il faut surtout empêcher les autres bataillons de s'interroger. La scission est venue brusquement, avant que les syndiqués, syndicat par syndicat, du haut en bas de la C.G.T. aient compris ce qui venait de se passer. Un garçon habituellement intelligent m'a dit: *«Tout est suspect dans cette scission»*. Je n'ai pu lui répondre que ceci: «Vraiment, ce n'est pas plutôt le mouvement de novembre-décembre qui est suspect?

Nos staliniens se font tout plein gentils; ils se donnent comme les plus purs champions de l'unité syndicale, de la démocratie dans les syndicats; ils n'ont en tête que le souci des revendications corporatives. Faites le calcul de ce qu'ils ont obligé le gouvernement à accorder. On ne s'est pas battu en vain en novembre-décembre. Et l'on remettra ça si la vie monte. On réclamera l'échelle mobile qu'on avait tant honnie. On verra comme ils défendront la classe ouvrière.

Ce sont des malveillants et des méchants qui osent dire que les revendications ouvrières sont le cadet de leurs soucis et qu'ils n'ont qu'une pensée: créer dans le pays une situation telle que leur dictature s'imposera. En un temps, par l'inflation et la catastrophe financière. Ou en deux temps, par la poussée au pouvoir de de Gaulle. Nous sommes de ces malveillants et nous constatons avec plaisir que nous ne sommes pas seuls à dire que les staliniens veulent amener de Gaulle au pouvoir. *Masses* de janvier le dit à son tour.

Peut-on craindre de tel agneaux? Évidemment d'ici de là on parle en sourdine de traîtres et de briseurs de grève.

Arrachard dénonce les scissionnistes de *Force Ouvrière* comme *«parlant et agissant au nom du dollar américain»*. Mais ce n'est pas cela qu'on crie le plus fort. On le reprendra demain.

Aujourd'hui, on laisse de préférence la parole aux hommes comme Saillant. Malheureusement pour ceux qui l'utilisent, Saillant ne trompe plus personne. Il a trop fait à la *Fédération Syndicale Mondiale* la besogne de staliniens. On est plus étonné de la présence à ses côtés d'Ehni, de Le Léap, de Jayat, de Forgues surtout. A la réflexion, on se dit que c'est là une séquelle de la *Résistance.* C'est elle qui a installé Ehni dans le fauteuil de la *Fédération du Livre,* fauteuil libre du fait de la mort de Liochon. C'est à cause d'elle que Jayat a accepté la succession de Capocci à la présidence de la fameuse commission gouvernementale d'épuration syndicale, fonction qu'aucun militant resté syndicaliste n'aurait acceptée. Plus que tout, ces attitudes montrent combien *«vieux confédérés»* et staliniens s'étaient liés, de pensée et autrement. Au moment de la séparation il en reste pas mal de l'autre côté. Le cas le plus caractéristique, c'est évidemment celui de Forgues, regardé jusqu'ici comme une ombre de Jouhaux. On lui a offert la succession du général. Il n'a pas eu le geste instinctif de refuser. Il a demandé à réfléchir. Au terme de sa réflexion, il n'a tout de même pas osé accepter ce secrétariat général, qui est revenu alors à Le Léap, mais il est resté avec les staliniens, avec qui d'ailleurs, il faisait assez bon ménage. Qu'en diront les syndiqués de Toulouse? C'est ce qu'on verra. Comme on verra probablement Le Léap liquidé par le S*yndicat des contributions directes*, son propre syndicat, et par les organisations de fonctionnaires.

Pendant combien de semaines ou de mois Frachon fera t-il l'agneau ? Pas très longtemps, on peut en être sûr. Cela ne dépend ni de lui ni du Comité confédéral. Cela dépend du Kominform et des besoins de la Russie dans sa lutte contre l'Amérique.

Une C.G.T. définitivement stalinisée sera davantage maîtresse de ses mouvements.

---

(9) *La Révolution prolétarienne,* janvier 1948.

LA NOUVELLE C.G.T. (10)...

Il faudrait faire vite pour dresser la nouvelle C.G.T. Le temps presse. Non seulement la troisième tentative insurrectionnelle stalinienne, mais le danger de guerre, mais le danger de Gaulle. Malheureusement deux conceptions semblent s'affronter.

D'après l'une, la nouvelle Confédération ne doit être rien d'autre que le morceau réformiste de la C.G.T. qui vient de se détacher. La situation est la même qu'en 1922. On recommencera ce qu'on a fait alors et l'on espère réussir de même. Ce n'est pas sans intention que ces jours-ci Bothereau a parlé de la tradition du plan de 1918 et Jouhaux de la communauté française de 1940.

D'après l'autre conception, il s'agit de faire une maison nouvelle avec tous les matériaux disponibles, avec tous les courants syndicaux qui sentent le besoin de se rassembler et de se renforcer mutuellement. Une maison adaptée aux besoins présents, ceux de la lutte journalière comme ceux de la révolution qui vient sur nous. Ce n'est pas avec le jusqu'auboutisme de 1918 ni avec le collaborationnisme de 1940 qu'il faut renouer, mais avec la véritable tradition syndicaliste française, celle de la C.G.T. d'avant 1914.

Évidemment, c'est en vertu de la première conception que le groupe central de *Force Ouvrière* s'est regardé comme le bureau et la commission administrative de la nouvelle C.G.T. et qu'il y a mis son enseigne. *Force Ouvrière,* cela sonne bien, ne discutons pas, disent quelques camarades. Cela ne sonne pas mal en effet, cependant discutons tout de même. Le bureau de l'*Union des Cercles syndicalistes (l'U.C.E.S.)* a dit, à mon avis, ce qu'il fallait dire:

«Il regrette la décision prise par le groupe central de Force Ouvrière de se considérer comme la commission administrative de la centrale en construction, cette décision restreignant singulièrement les contours de la nouvelle organisation, en tendant à écarter des tâches responsables de la reconstruction syndicale ceux des syndicalistes qui ont les premiers engagé une lutte conséquente pour la liberté et la démocratie syndicales».

Depuis, le groupe central de *Force Ouvrière* s'est adjoint trois militants des organisations autonomes. Trois sur une vingtaine, c'est peu. Surtout quand il n'y a personne de la *Fédération syndicaliste des Postiers* ni des syndicats autonomes du Métro.

Il paraît qu'on prévoit un sixième secrétaire confédéral, venu des autonomes. Lucot ou Lafond. C'est peu et marqué de trop de réserve.

Encore tout cela n'est-il rien à côté du fait qu'au bout d'un mois l'accord n'est toujours pas réalisé entre les deux *Fédérations syndicalistes des Postiers* et des *Cheminots* et les éléments de *Force Ouvrière.* La *Fédération des Postiers,* sans attendre, était allée frapper à la porte de Force Ouvrière. - *Attendez un peu,* lui a-t-on dit; *vous entrerez quand nous aurons mis sur pied notre propre Fédération. Alors nous pourrons procéder à une fusion, dont nous vous dirons les conditions».*

On a dit à peu près la même chose à la *Fédération syndicaliste des Cheminots*, et sur un ton qu'Ouradou et Clerc auraient pu teinter d'un peu plus de camaraderie.

Si le groupe central de *Force Ouvrière* avait eu vraiment le souci de constituer vite deux solides Fédérations de Postiers et de Cheminots, ce n'est pas ainsi qu'il aurait procédé. Au lieu de perdre un mois et plus - et quel mois! - il aurait, dès le premier jour, réuni les militants de la Fédération syndicaliste et ceux des groupes de F.O. sous la présidence d'un de ses gros bonnets, et leur aurait dit: *«Vous ne sortirez pas de cette réunion avant de vous être mis d'accord et d'avoir établi un bureau provisoire prêt à faire le grand rassemblement, dans votre corporation. Deux Fédérations en haut, deux syndicats à la base, c'est vouloir que les syndiqués ne sachent ou adhérer. La pagaille dans une période pareille serait une faute impardonnable».*

Cette faute, on l'a commise de gaîté de cœur. Je suppose qu'on avait ses raisons à *Force Ouvrière.*

(10) *La Révolution prolétarienne,* janvier 1948.

De fortes raisons sans doute. On tient à avoir sa C.G.T. réformiste et non la C.G.T. réformiste et révolutionnaire des syndiqués de tous les courants.

Je répéterai tant qu'il faudra qu'une C.G.T. réformiste ne tiendra pas le coup devant les staliniens, encore moins devant les événements. Ce n'est pas une C.G.T. réformiste, une C.G.T. socialiste, une C.G.T. gouvernementale, une C.G.T. où domineront les fonctionnaires, qu'il faut construire. C'est une C.G.T. lutte de classes, où réformistes et révolutionnaire pourront travailler sans se donner trop de crocs-en-jambe. Elle sera mise à l'épreuve avant trois mois.

GRABUGE OU OURAGAN? (11)...

Frachon continue, à faire l'agneau stalinien. Il est tout a fait dans son rôle. Et ça prend admirablement. C'est curieux comme les gens d'aujourd'hui oublient ce qu'ils ont vu hier et vont les yeux fermés et la cervelle endormie vers ce qui les attend demain.

Notre secrétaire général de la C.G.T. stalinienne a publié une grande étude sur les grèves de novembre-décembre dans la revue *Servir la France* de janvier; drôle de titre, doublement cocasse, pour une revue syndicalo-stalinienne. Tartuffe n'aurait pas trouvé mieux.

D'après cette longue étude, il faut être le dernier des sots, le plus fieffé des hypocrites, ou bien un filou dévoué corps et âme à l'impérialisme yankee, pour chercher des causes mystérieuses à cette vague de grèves.

Dommage que Frachon dise tout cela après que Molotov - Molotov en personne - ait fait à Bevin et à M. Bidault les déclarations que Bevin a rapportées à la *Chambre des Communes* le 22 janvier.

D'après *Le Populaire* du 23, Molotov a menacé la Grande-Bretagne et la France de *«grabuge si nos deux pays s'engageaient sur la voie du plan de reconstruction européenne».*

D'après *Le Monde* du 24, Bevin aurait déclaré: *«A Paris, M. Molotov nous a averti que si nous continuions avec la France à poursuivre la réalisation du plan Marshall nous irions au-devant de l'ouragan. J'ai répondu que la Grande-Bretagne était habituée aux menaces et qu'elle y ferait face».*

Ainsi *Le Populaire* parle de grabuge tandis que *Le Monde* parle d'ouragan. Lequel des deux journaux rend exactement la pensée de Molotov? Ne nous cassons pas la tête. Admettons ce qui paraît vraisemblable: cela commencera par du grabuge et cela ira jusqu'à l'ouragan.

Nous avons eu déjà plusieurs scènes de grabuge très savamment orchestrées et allant crescendo. La première remonte déjà assez loin. Au congrès confédéral d'avril 1946. Frachon avait tenu ferme sur le blocage des salaires. Au début juin, brusque revendication générale des salaires de 25%. Entre temps, fin mai, il y avait eu la signature à Washington par Léon Blum d'un accord financier franco-américain. La dernière scène de grabuge est formée par les grèves de novembre-décembre. *Le Libertaire* avait trouvé le mot juste en parlant de *«grèves Molotov»*. Cette scène suivait de peu la grande opération, sur les péniches de sucre dirigées vers l'Allemagne, avec les exploits de Verdun et de Nancy.

De quoi sera faite la prochaine?

Car il ne faut pas douter qu'il y en aura une prochaine. Et même une toute prochaine. Le ton monte dans la presse stalinienne. Frachon quittera bientôt sa pelisse d'agneau: il réentonnera ses chants de guerre.

Quel sera le terrain d'opérations? Il n'y a, dans le malaise général, que l'embarras du choix. Il semble cependant qu'on prépare particulièrement les usines nationalisées, celles d'aviation en particulier.

(11) *La Révolution prolétarienne,* février 1948.

Dans son étude de *Servir la France* - encore une fois quel titre à se payer la tête des gens! - Frachon déclare que les nationalisations sont à reconquérir.

Si l'on veut vraiment les reconquérir, la première chose qui s'impose, c'est d'abord d'en dresser le bilan, de montrer comment elles ont été faites et mal faites comment elles ont été mal gérées, pourquoi et par qui? Pénible mais utile confession! Si c'est pour introduire dans la ruche un nouvel essaim affamé, merci bien.

En ces temps de commémoration du centenaire de 1848, on ne peut s'empêcher de penser aux ateliers nationaux et aux journées de Juin. Les usines nationalisées, qui n'ont pourtant pas grand-chose de commun avec les fameux ateliers nationaux, sont-elles vouées au même sort et délibérément entraînées vers des journées de juin 1948? Les hommes qui ont si bien obéi déjà aux ordres de Molotov, et si expertement organisé le grabuge, en utilisant les revendications ouvrières et la puissance confédérale, n'hésiteront pas on peut en être sûr, à déchaîner l'ouragan quand l'ordre leur en sera donné.

Et soyez tranquilles, l'opération faite, ils sauront aussi bien que M. de Falloux prendre leur air le plus benoît et demander comment de pareilles journées ont pu se produire.

POURQUOI MINIMISER LES CAUSES DE LA SCISSION? (12)...

Des diverses déclarations que Jouhaux a faites ces temps derniers, notamment dans son interview de *l'Intransigeant* du 14 janvier, il se dégage comme un effort de minimiser les causes de la scission.

Quand le rédacteur de *l'Intransigeant* lui demande s'il ratifie le jugement porté par M. Robert Schuman sur les soubresauts sociaux de novembre-décembre qualifiés de grève insurrectionnelle, Jouhaux esquive la question. On comprend qu'il n'ait pas voulu faire chorus avec Schuman. Mais il lui était facile de séparer son point de vue de celui du chef du gouvernement. Après avoir dit que Schuman avait parlé en homme politique qui envisage les événements sous un certain angle, il aurait pu parler, lui, en militant syndical.

Or qu'a-t-il dit? *«S'il y a eu exploitation politique des grèves, il ne faut pas oublier qu'elle n'aurait pu avoir lieu sans le mécontentement général. Pour maintenir l'ordre social il faut d'abord donner aux travailleurs des conditions de vie plus décentes».* Jouhaux ne doute évidemment pas qu'il y ait eu exploitation politique des grèves. Mais il n'est pas loin de l'admettre du fait du mécontentement général. Comme le mécontentement n'est pas près de finir, comme les conditions de vie plus décentes sont encore éloignées, les staliniens n'ont pas besoin de se gêner. Ils peuvent continuer leur exploitation politique des grèves. II y a vingt-cinq ans, contre les communistes d'alors et contre Lénine, à la seule ombre d'une exploitation politique des grèves dans un but révolutionnaire, Jouhaux employait un langage autrement vif. Aujourd'hui devant la politisation des grèves dans l'intérêt de la politique impérialiste de l'État russe, il y met des formes. Il est poli avec Staline, ça, c'est autre chose qu'un Lénine ou qu'un Trotsky.

Jouhaux ne se représente pas exactement ce que sont les staliniens. Il s'abuse sur leurs méthodes et sur leurs conceptions. Dans la même interview il parle du danger fasciste que représente de Gaulle. En bon quarante-huitard il voit facilement la réaction qui vient de droite habillée en général. Mais, il est incapable de voir que débouche sur la gauche un fascisme aussi dangereux. Il ne se fait sans doute pas à l'idée que le fascisme peut aussi bien être incarné par Thorez et Frachon que par de Gaulle.

De là qu'il ne comprenne pas le sens exact des grèves de novembre-décembre; qu'il se laisse abuser par la savante stratégie de nos staliniens; qu'il ne mesure pas tout le danger représenté par une C.G.T. complètement aux mains des hommes à tout faire de Staline et de Molotov.

Ne comprenant pas, il est tout naturellement amené à minimiser les causes de la scission.

(12) *La Révolution prolétarienne,* février 1948.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que la lutte soit menée mollement et que la construction de la C.G.T. nouvelle se poursuive sans beaucoup d'élan ou de passion.

UNE C.G.T. SEULEMENT RÉFORMISTE? (13)...

Force Ouvrière a publié déjà plusieurs manifestes. Je ne sais pas s'ils ont été attirants pour beaucoup de syndiqués. Ils ont en tout cas défrisé pas mal de militants. Pourquoi mettre l'enseigne réformiste avec tant de hâte. Pour marquer que la maison est à une tendance et que les arrivants ne puissent dire demain qu'ils l'avaient ignoré.

Les intérêts de la classe ouvrière, dit-on, sont liés à ceux de la Nation tout entière. Entend-on par là que les intérêts de la classe ouvrière sont liés aux intérêts des autres classes qui forment la Nation? Il n'y paraît guère dans la pratique journalière.

La C.G.T.-F.O. donne son adhésion au plan Monnet, garantie de l'indépendance nationale et condition de la prospérité du pays. La vieille maison lui avait, je sais bien, déjà donné mieux que son adhésion. Elle avait des Arrachard dans toutes les commissions du plan. S'il n'y a pas moyen de ne pas y aller, la nouvelle C.G.T. n'aurait peut-être pas mal fait de réétudier la question, afin de donner un mandat précis à ses représentants.

Si j'en crois ce qu'a dit récemment Bothereau, le syndicalisme a tendu tous ses efforts pour avoir son mot à dire dans la gestion des affaires du pays. Comme cette gestion n'est pas trop fameuse, il n'y a peut-être pas matière à s'en enorgueillir. On a partagé avec les diverses équipes gouvernementales une responsabilité qui n'est pas tellement légère. Il aurait peut-être mieux valu s'occuper davantage des affaires de la classe ouvrière. La création du *Conseil économique* de la nation a été un véritable succès, paraît-il; de même que la mise sur pied des *Comités d'entreprise*.

J'avoue ne pas m'être aperçu du succès remporté par le *Conseil économique*. Par contre, je puis dire à Bothereau que les *Comités d'entreprise* que j'ai eus sous les yeux m'ont rappelé une mise en garde que de vieux militants des métaux m'avaient faite il y a trente ans, au moment du mouvement pour les *Comités d'usine. «Les Comités d'usine auront tous les défauts des syndicats de maison»*. Souvent, en effet, le résultat le plus frappant des *Comités d'entreprise,* c'est de faire accéder leurs secrétaires successifs à des postes de contremaître ou de chef de service. Résultat moins que huilant aux yeux des ouvriers de l'entreprise. Évidemment les *Comités d'entreprise* pourraient faire autre chose. Malheureusement ils ne le font pas. Ils ne le feront que dans la mesure où le mouvement syndical lui-même se sera retrempé dans l'esprit lutte de classes. Alors seulement il sera capable d'animer les *Comités d'entreprise.*

On s'étonne que l'élan vers F.O. soit retombé; il n'y aurait plus ruée vers la rue Mademoiselle. C'est assez naturel. Qu'a-t-on donné à ceux qui se sont présentés? Une grande espérance? Non pas. Une tâche à remplir? Pas même! On na donné à remplir qu'une fiche. Attendez, camarades, ceux qui se présentaient n'étaient pas de simples cotisants. C'étaient des hommes qui voulaient se donner à un grand mouvement et se battre contre tout ce qui menace la classe ouvrière. C'étaient, les uns des militants en herbe, les autres des militants chevronnés. Il fallait utiliser leur dévouement. J'ai peur qu'on ne l'ait pas fait. Ainsi risque de persister et même de s'aggraver un malaise entre les dirigeants et les militants de la base.

Rien n'est perdu; une maison comme celle-là ne se dresse pas en un jour. Ceux qui sont déjà venus reviendront. A une condition cependant, c'est que la maison soit attirante, qu'elle ne soit pas la chose exclusive de la vieille tendance réformiste, qu'elle veuille être de plus en plus la maison habitable pour toutes les tendances. Elle a peut-être moins de conditions à poser à son entrée que de garanties à donner. Qu'on y réfléchisse bien.

---

(13) *La Révolution prolétarienne,* février 1948.

LE RÉFÉRENDUM DU LIVRE (14)...

Les résultats du référendum du Livre sont maintenant connus. Par 28.000 voix contre 18.000 les syndiqués du *Livre* ont décidé de rester à la C.G.T. Cela ne manquera pas de causer quelque surprise.

A quoi tient ce résultat? A des raisons particulières au *Livre*; à d'autres qui sont plus générales, celles mêmes que j'évoquais il y a un instant et qui viennent en somme d'être mises à l'épreuve. Quand en haut on réduit les causes de la scission à un désaccord assez peu important, il ne faut pas s'étonner que les syndiqués en bas ne comprennent plus. Quand la maison n'est pas rayonnante comment veut-on que les gens soient attirés? Disons que souvent dans les grandes circonstances les gens habiles sont extrêmement maladroits.

J'aurai été seul dans le *Livre*, je crois, à préconiser, moi qui n'appartiens, fichtre pas, à cette tendance, le ralliement à *Force Ouvrière*. Et je ne l'ai fait d'ailleurs qu'à l'atelier où je travaille et dans notre revue qui ne compte pas tellement de lecteurs dans le *Livre*. La plupart de mes camarades du syndicat des correcteurs étaient résolument pour l'autonomie. Ceux qui appartenaient à la tendance F.O. sont restés silencieux. On attendait que parle Brisset, l'ami et le successeur de Bothereau à l'Union départementale du Loiret. Il n'a pas donné signe de vie. Au moins publiquement. Pourtant le rôle important qu'il avait tenu au dernier congrès fédéral assurait qu'il serait écouté. Aucun des socialistes, assez nombreux dans le *Livre*, n'a élevé la voix non plus. Conséquence: l'autonomie, qui était une position centriste, a manqué d'une aile faisant contrepoids à l'aile stalinienne particulièrement active.

Il faut dire que pour beaucoup le succès de l'autonomie était assuré d'avance. La province l'imposerait. On se basait sur le rapport des forces au dernier congrès fédéral à Saint-Étienne. Une importante majorité du *Comité fédéral* s'était prononcée pour l'autonomie, malgré le secrétaire Ehni, dans une déclaration publiée par l'imprimerie française.

Au référendum, les fédérés du Livre n'ont pas suivi la majorité de leur *Comité fédéral*. C'est la preuve qu'il y a quelque chose de changé dans le Livre. Liochon n'est plus là. Déjà, le *Comité fédéral* avait montré sa faiblesse. Jamais autrefois un *Comité fédéral du Livre* n'aurait accepté que son secrétaire cumulât deux fonctions: celle de secrétaire fédéral et celle de directeur de l'imprimerie de la C.G.T.

D'un côté action vive et sérieuse des partisans de la C.G.T. On pense bien qu'Ehni n'est pas resté inactif. Quant aux staliniens, ils en ont mis un bon coup. L'on a même pu constater que dans beaucoup d'ateliers, particulièrement dans le *Labeur*, les postes de délégués avaient été pris par eux. Quand les autres tendances n'ont plus de militants dévoués il est tout normal que les fonctions soient cueillies par ceux qui ont le plus d'activité.

Il ne faut pas oublier non plus que l'ancien syndicat des imprimeurs, devenu le *Syndicat général du Livre,* a toujours été situé à gauche des typos. C'est lui qui avait été, avec Dudilieux et Bourquart, à la base de l'ancienne *Fédération unitaire du Livre*. Il croit maintenir sa tradition. En réalité il ne s'aperçoit pas qu'il lui tourne le dos. Certaines de ses sections, comme les rotativistes, étaient pour l'autonomie. Ceux-ci ne paraissent pas avoir fait auprès des sections voisines l'effort de propagande dont ils ont été si souvent capables. Sans doute croyaient-ils la partie gagnée. C'est par les staliniens qu'elle a été gagnée.

Si cela donne à réfléchir aux camarades du *Livre* la leçon, si dure qu'elle soit, ne sera pas perdue. Le *Livre* reste à la C.G.T. Une bonne partie de ses éléments sera ainsi obligée de mener la lutte à l'intérieur. Voilà des années que les révolutionnaires du *Livre* étaient restés dispersés, sans organe et sans organisation. Eux aussi, depuis le *Cercle typographique* d'Allemagne, le Comité de vigilance de Normand, de Sergent, de Villeval, puis le C.S.R. de Godonnèche, ils ont une tradition. Ils vont devoir la réveiller.

---

(14) *La Révolution prolétarienne,* février 1948.

L'ÉCLATEMENT DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE (15)...

La F.S.M., l'internationale syndicale mondiale, ne peut échapper au sort de la C.G.T. française. Elle est condamnée à éclater comme elle. Cela se produira-t-il à Rome? On ne peut le dire ou le prédire. Ce qui est certain, c est que cela se produira bientôt. Pour les mêmes raisons.

La maison internationale n'est pas plus habitable pour qui n'est pas stalinien que ne l'était et que ne l'est la maison confédérale de la rue Lafayette.

En quoi l'atmosphère sera-t-elle changée parce que Saillant aura démissionné du sécréterait de la C.G.T. pour se consacrer exclusivement à la F.S.M.? Ce n'est pas parce qu'il apportait jusqu'ici un esprit français au secrétariat de l'internationale que la situation y était difficile. C'est parce qu'il n'y était qu'un instrument russe. Demain; il ne le sera pas moins; il ne pourra l'être qu'un peu plus; si toutefois c'est possible. Donc, cette prétendue concession ne concède absolument rien.

La C.G.T.-F.O. sera-t-elle admise dans l'internationale? C'est vraiment peu probable. On ne fera pas à Frachon un pareil tour de cochon. Cependant, si l'on se rappelle que la C.F.T.C., la Confédération chrétienne a pu appartenir au début à la F.S.M., et qu'elle s'en retira d'elle-même, on ne voit pas comment on peut valablement repousser aujourd'hui l'adhésion de la C.G.T.-F.O. C'est ce que ne manqueront pas d'invoquer les Trade-Unions anglaises et américaines.

Mais ce n'est pas là le point principal de friction. L'attitude devant le plan Marshall revêt autrement d'importance.

Le C.I.O. n'est pas moins attaché que l'A.F.L. à la défense du plan Marshall. Jim Carey, son trésorier, donc l'un de ses militants les plus autorisés, était venu, on s'en souvient, à la précédente réunion du Bureau de l'internationale syndicale. Il se heurta alors à un refus basé sur une question de forme. *«Le plan Marshall,* lui dit-on, *ne figure pas à l'ordre du jour de cette réunion. Faites-le inscrire pour la prochaine».* C'est ainsi que le débat fut évité une première fois. On avait simplement gagné du temps. On a essayé d'en gagner encore en reculant indéfiniment cette nouvelle réunion. Peut-être a-t-on espéré obtenir des anglo-saxons un mouvement de mauvaise humeur entraînant leur retrait de la F.S.M. Ils ne s'y sont pas prêtés. Ils ont tenu une conférence des organisations sympathiques au plan Marshall sans renoncer pour cela à discuter cette question à l'intérieur de la F.S.M. C'est l'échéance de Rome. On voit mal comment pourront se concilier les points de vue russe et américain. En laissant la liberté aux différents mouvement nationaux? Déjà, Di Vittorio, le secrétaire stalinien de la C.G.T. italienne, a jeté du lest. Renonçant à son opposition, il a déclaré qu'il est difficile de répondre par des injures à quelqu'un qui offre de vous rendre service. C'est évidemment ce qu'il avait fait par ordre jusqu'ici. S'il change maintenant, c'est peut-être moins pour cette bonne raison que pour une autre, meilleure encore: éviter l'éclatement de la C.G.T. italienne. Di Vittorio n'évitera probablement rien d'ailleurs. Les Russes, si manœuvriers soient-ils, ne peuvent rendre habitable la maison syndicale internationale en continuant à y casser la vaisselle sur la tête des anglo-saxons Si flegmatiques que soient ces derniers, ils se fâcheront forcément. Ils sont en train de se fâcher.

Par leurs exigences à l'égard des Secrétariats professionnels internationaux, les Russes ont réussi à les dresser contre eux. La décision des métallurgistes, venant après celles des Transports et du Livre, est caractéristique. Le conflit est ouvert.

Comment résoudre ces différents conflits? Comment rendre la F.S.M. habitable? On ne voit pas comment. Le problème véritable n'est pas de réformer la F.S.M. Toute réforme est impossible. La question de structure est secondaire. L'essentiel, c'est de refaire une internationale syndicale, qui ne soit ni un instrument des russes et de leur impérialisme, ni un instrument des américains et de leur propre impérialisme.

D'aucuns rêvent à l'ancienne *Fédération Syndicale internationale*. Elle n'est belle que dans leurs rêves et par comparaison avec celle qui lui a succédé.

(15) *La Révolution prolétarienne,* mai 1948.

D'autres voudraient bâtir l'internationale syndicale sur les Secrétariats professionnels. On sait que telle fut l'idée de Fimmen au temps où il dirigeait le secrétariat des Transports. Mais cette solution n'est satisfaisante ni au point de vue pratique ni au point de vue moral. Sur une telle base, l'internationale céderait peut-être moins au nationalisme, encore n'est-ce pas sûr; mais elle ne serait pas moins réformiste, donc aussi impuissante, que la présente et que la précédente.

La logique et l'expérience réclament qu'on construise l'internationale sur le modèle de l'ancienne C.G.T. française, basée sur les Unions départementales et sur les Fédérations d'industrie. Pour l'internationale, les C.G.T. nationales tiendraient la place des U.D. tandis que les Secrétariats professionnels tiendraient la place des Fédérations d'industrie.

L'expérience indique en outre qu'il n'y aura pas de véritable internationale syndicale, tant qu'on acceptera qu'elle soit: 1- un médiocre appendice de la *Société des Nations* comme hier, ou de l'*Organisation des Nations Unies* comme à présent, et 2- un conglomérat de nationalismes se disputant entre eux.

Pas d'internationale sans esprit internationaliste.

GRABUGE OU OURAGAN? *(1ère scène du 2ème acte)* (16)...

Cette scène se passe à Clermont-Ferrand.

Vous vous souvenez des menaces faites par Molotov et rapportées par Bevin aux *Communes* en fin janvier dernier: si l'Angleterre et la France poursuivent la réalisation du plan Marshall, elles iront au-devant du grabuge et même de l'ouragan.

C'était l'explication des grèves insurrectionnelles d'octobre, novembre et décembre.

Faut-il encore voir là aujourd'hui l'explication des grèves de Clermont-Ferrand et des incidents tragiques du 15-16 juin?

Les grèves de chez Bergougnan et de chez Michelin ont-elles été, en même temps que des grèves pour l'augmentation de 20% des salaires, des grèves contre le plan Marshall? Les revendications ouvrières les plus légitimes ont-elles été exploitées une fois de plus pour des fins très spéciales - je n'ose pas dire politiques - par les fanatiques du parti stalinien?

Certes, la comédie gouvernementale de la baisse des prix ne dupe plus guère personne. Sauf Bothereau, peut-être. A pousser plus loin l'aveuglement et l'inaction, F.O. comme la C.F.T.C. ne pourront qu'enregistrer de nouveaux incidents comme ceux de Clermont-Ferrand.

Gérard Espéret, que la Confédération chrétienne avait délégué à Clermont, a relaté dans *Syndicalisme* (24 juin), une petite scène qui devrait faire réfléchir nos champions de la baisse illusoire des prix:

«Le jour de mon départ, un de nos camarades de chez Michelin me présentait son aîné, gentil petit gars de 7 à 8 ans, et me disait: «Il y en a trois derrière lui à la maison et je gagne 11.500 francs par mois; comment veux-tu que je fasse? Je ne sais plus».

Il avait refusé la grève, mais il en avait assez de cette situation.

Ce qui s'est produit à Clermont se reproduira fatalement ailleurs. Mais de nouveaux incidents, qu'il est trop facile de prévoir, ne bénéficieront probablement pas du même miracle. Car, il faut bien le constater, Clermont a bénéficié d'un véritable miracle: aucun mort. Plus de deux cents blessés, pas un tué.

(16) *La Révolution prolétarienne,* juillet 1948.

Les staliniens n'ont pas encore réussi à tenir la large flaque de sang qu'ils cherchent depuis tant de mois. Ils avaient cru l'avoir trouvée l'autre fois à Valence; malheureusement pour eux, et pour tous, il y avait eu en regard le déraillement d'Arras par sabotage avec vingt tués.

Imaginez ce qui se serait passé par toute la France s'il y avait eu une vingtaine de morts parmi les grévistes de Bergougnan. Déjà, l'appel à la grève générale de protestation, lancé par la C.G.T. stalinienne, a trouvé un écho chez des travailleurs qui ne sont pas suspects de sympathie pour Frachon et son maître Staline. C'est qu'ils avaient été indignés par l'exploit du ministre socialiste Jule Moch. Employant la police pour vider, non pas ce qu'il a appelé un abcès, mais des grévistes qui occupaient leur usine.

Le Léap aurait pu saluer la première phase de la lutte pour la *République populaire* dont il rêve depuis les événements de Tchécoslovaquie et qui ferait de lui pour le moins un ministre ou un commissaire du peuple.

Deux sons de cloche assez différents se sont fait entendre. Les journaux de Clermont ont dit que les événements avaient été grossis. Hum! Il y a bien eu deux cents blessés? C'est quelque chose cela. Par contre, l'on nous a dit: *«Vous n'obtiendrez pas pour la R.P. une monographie des grèves et des incidents de Clermont. Personne parmi les militants connus n'osera, sous sa signature, dire ce qu'il croit être la vérité. Il y a là-bas un rideau de peur».* J'ai peine à le croire. Mais je suis bien obligé de constater que nous n'avons pas reçu à temps cette monographie.

Cependant, ce n'est pas en imitant l'autruche et en se fourrant la tête dans le sable qu'on conjurera le danger.

Marchadier, le secrétaire de l'Union départementale du Puy-de-Dôme - membre en même temps du *Comité central* du parti communiste - et son lieutenant Diot, sont, paraît-il, des hommes de la nouvelle génération forgée par le stalinisme, des militants professionnels alliant l'action syndicale à l'insurrection, comme on l'apprend dans les ateliers-écoles de Bobigny, Moscou et Belgrade; des militants de grand courage et d'un fanatisme non moins grand. Ils sont convaincus de se battre vraiment pour la Révolution en se battant pour Moscou. Ouvrir les yeux à de tels hommes est un des problèmes qui se posent à nous. Il en est un autre, celui de leur tenir tête. Il faut pouvoir leur opposer des militants d'un courage physique égal au leur - c'est possible - et d'une confiance aussi ferme dans leurs propres idées, dans leur propre conception de l'émancipation ouvrière. Cela, c'est plus difficile; c'est ce qui manque le plus; et ce que le réformisme est radicalement impuissant à enfanter.

GRABUGE OU OURAGAN? *(2ème scène du 2ème acte)* (17)...

Cette scène se déroule dans les bassins miniers, les grands ports et les chemins de fer.

- Si l'Angleterre et la France s'avisent de réaliser le plan Marshall, elles connaîtront le grabuge et même l'ouragan.

C'est à peu près en ces termes que Molotov prévint charitablement Bevin l'an dernier.

Ainsi se trouvaient expliquées les grèves insurrectionnelles d'octobre, novembre et décembre 1947. Plus tard, les grèves de Clermont-Ferrand de juin 48. Ainsi, aujourd'hui, le mouvement des mineurs où les revendications corporatives ne réussissent pas à masquer la revendication politique véritable: un gouvernement à participation stalinienne, c'est-à-dire le retour de Maurice Thorez au pouvoir.

Si la pression des mineurs n'est pas suffisante, on jettera dans la chaudière d'autres corporations, les dockers des différents ports, les cheminots; d'autres encore s'il le faut. Le congrès confédéral qui

(17) *La Révolution prolétarienne,* octobre 1948.

va se tenir cette semaine ne manquera pas d'assurer la pression nécessaire. Pour peu que des incidents éclatent ici ou là, fortuits ou provoqués, une décision de grève générale de solidarité sera prise d'enthousiasme par le congrès même.

Le secrétaire de la C.G.T. disait déjà fin septembre que le seul moyen d'empêcher la grève générale était l'entrée de deux ou trois staliniens au ministère. Pour lui, au moment où il parlait, donc avant la déclaration de grève des mineurs, puisque celle-ci date du 4 octobre, la participation stalinienne au gouvernement ne faisait pas de doute; il la regardait comme acquise.

Acquise sous quelle forme? Par un remaniement du cabinet Queuille? Par la constitution d'un cabinet Herriot? Ce n'était pas précisé. Les deux hypothèses étaient d'ailleurs vraisemblables. Herriot pouvait avoir convaincu son ami Queuille. S'il ne l'avait pu, pourquoi le fameux président radical des *Jeunesses staliniennes,* ce dindon dindonnant, n'aurait-il pas opéré en personne?

Mais de Gaulle intervenait avec quelque violence le 1er octobre. Dans une conférence de presse, il déclarait sans ambages que l'entrée des *«séparatistes»* au gouvernement signifierait que *«ce qu'il est encore convenu d'appeler le gouvernement de la France serait tout à fait sorti de la légitimité»,* et même de la légalité.

La vaisselle de la participation stalinienne volait en morceaux. Du coup la grève générale, non seulement n'était plus empêchée, mais elle s'imposait.

Elle s'ébranlait avec les mineurs, le 4 octobre; elle essayait d'entraîner les cheminots des anciens réseaux de l'Est et du Nord; aussi les marins et les dockers. Ce dimanche où j'écris, il semble bien que la phase de la mise en train soit près de s'achever. Nous allons bientôt connaître la grande opération elle-même. Quelque chose qui fasse pendant en fin 48 à l'opération de fin 47. En mieux.

Les syndicats voient petit. Les staliniens voient grand. Nous en sommes encore à rechercher les moyens pratiques de rapprocher les salaires et les prix. Eux pensent à tout renverser. Et par les grands moyens. Henri Raynaud, un autre secrétaire de la C.G.T., disait tout récemment, dans un petit cercle de syndiqués, que l'an dernier la C.G.T. avait échoué parce qu'elle avait lancé d'en haut des mots d'ordre. Cette année, elle procéderait autrement. Elle ramasserait à la base tous les points de mécontentement; elle soufflerait dessus, les attiserait, les ferait flamber. Ainsi d'en bas, de proche en proche, de long en large, de haut en bas, le mécontentement grimperait, les flammes monteraient, la révolte embraserait toutes les corporations et tout le pays. Cette fois, on pourrait aller jusqu'au bout. On balaierait ces gouvernants infirmes, incapables. On instituerait la *République populaire de France.* Pas la République des soviets de 1918, bien sûr, mais la *République tchécoslovaque des Comités d'action de 1948.*

Pour Raynaud, et ses amis sans doute, la classe ouvrière se laisserait mener là sans regimber. Les obstacles ne sortiront pas d'elle-même. Du moment qu'un troupeau s'ébranle il va d'ensemble là où ses bergers le conduisent.

En obstacle? Celui du gouvernement Queuille ne pèserait pas lourd. Les gardes républicains et les policiers de Jules Moch et de l'ancien stalinien Boursicot s'évaporeront dans la nature. L'obstacle du général de Gaulle ne pèsera guère plus. Le général s'imagine-t-il qu'il pourra faire marcher la troupe contre le peuple? Il peut compter peut-être sur le corps des officiers; les soldats, c'est une autre chanson.

S'il y a conflit avec les hommes triés sur le volet par de Gaulle, eh bien, on verra qui aura le dessus! Raynaud et ses amis, et ses patrons, n'en sont pas à quelques milliers de vies humaines près. Leur stratégie ne s'embarrasse pas d'aussi misérables contingences. Possible que de Gaulle gagne la première manche. Il ne gagnera pas les suivantes. On reprend les grands plans d'Allemagne en 1933. Hitler pouvait monter au pouvoir, il y monterait pour trois semaines ou trois mois. Que de Gaulle monte au pouvoir en novembre ou décembre 1948, il en sera balayé au printemps 49. Staline s'est mis le doigt dans l'œil en 1933. Ça ne lui arrivera pas deux fois ; il a pris ses précautions ; la préparation, cette fois, est soignée. De Gaulle sera liquidé, au deuxième ou au dixième round.

Que la préparation stalinienne soit soignée, il n'en faut pas douter. Que l'impréparation mochienne ou boursicotière, en face, soit aussi soignée, il n'en faut pas davantage douter. De même pour les troupes de de Gaulle, elles peuvent astiquer leurs armes tant qu'elles voudront, ce n'est pas elles non plus qui dénoueront le drame présent. Tout dépend de ce que staliniens, gouvernants et gaullistes regardent comme le troupeau. La classe ouvrière, ce troupeau à leurs yeux, se prêtera-t-elle indéfiniment au jeu de ces différents stratèges? Ne refusera-t-elle pas de foncer aveuglément?

- Quoi? Elle rechignerait à la Révolution?

- La Révolution, c'est autre chose. La classe ouvrière a bien le droit de ne pas prendre des vessies pour des lanternes. Elle ne peut pas confondre le totalitarisme à la russe avec l'émancipation des travailleurs. Elle met dans le même sac le fascisme rouge de Thorez et le fascisme blanc de de Gaulle. La Révolution, avouez que c'est tout autre chose que ce qu'on lui offre des deux côtés.

- Alors, continuer à piétiner dans le bourbier qui s'épaissit depuis la Libération?

- On ne sortira pas du bourbier avec un gouvernement de soi-disant *Union démocratique*. Ni avec une république populaire sauce russe, ni avec une république autoritaire sauce militaire. Nous sommes seulement au deuxième acte du drame. Y en aura-t-il trois? Y en aura-t-il cinq comme dans tout vieux drame qui se respecte?

- Avouez que ça la fiche mal aux yeux de ces délégués de tous les pays venus pour l'assemblée générale de l'O.N.U.

- Ne vous en faites pas trop pour ces délégués. Ils savent que le monde entier n'est guère tranquille. Quelques-uns d'entre eux étaient à Bogota en avril dernier. Tant que la France ne leur aura pas servi une insurrection du même goût que celle de la Colombie ils trouveront que Paris après tout est une ville paisible, en dépit des grèves diverses que Frachon est tenu d'offrir en spectacle à Vichinsky et à Manouilski.

LA MINE AUX MINEURS (18)...

Les premières paroles de Frachon au dernier Congrès confédéral étaient pour appeler tous les travailleurs à la lutte contre le plan Marshall. Aujourd'hui, il ne paraît plus s'en souvenir. A l'entendre, les mineurs n'auraient combattu qu'en faveur de leurs revendications et pour réagir contre la misère.

Plus question de rejeter le fardeau du plan Marshall. Pas davantage question du nouveau gouvernement d'*Union démocratique* dans lequel Frachon en personne, selon certaines mauvaises langues, ou méchantes plumes, devait figurer parmi les ministres staliniens. Évidemment pas question non plus de répliquer au coup de la coopérative de Beaumont et au nettoyage des hommes installés par le parti dans tous les organismes des *Houillères* nationalisées. Non plus que de régler son compte à la Fédération F.O. des mineurs. Sans parler naturellement du spectacle à offrir aux délégués à l'O.N.U.

En dépit des efforts de Frachon, la leçon de ces huit semaines de grève des mineurs sera tirée. Déjà le mois dernier, Menu et Masson n'ont pas trop mal commencé. Si l'on veut dégager l'expérience de ce mouvement, il faut continuer.

John Lewis et Horner sont excusables de s'être mépris sur le caractère de cette grève. Tant de Français, depuis les mineurs eux-mêmes jusqu'aux fils à papa stalinisants à la Detœuf, s'y sont trompés. Même Daniel Guérin, si l'on en croit sa lettre à *l'Humanité*. Décidément, pour comprendre le stalinisme et sa stratégie, il faut avoir connu le parti dit communiste de l'intérieur.

On nous a dit qu'attaquer le gouvernement c'était faire le jeu des staliniens. La réponse est facile.

(18) *La Révolution prolétarienne,* décembre 1948.

L'exploitation du mécontentement serait impossible s'il n'y avait pas mécontentement. Bien sûr, il n'y aura pas de sitôt contentement pour la classe ouvrière; nous ne vivons pas dans les nuages. Mais Lacoste et son administration des *Houillères* nationales ne pourraient-ils apporter un peu de simplification et de clarté dans la feuille de paie du mineur, c'est-à-dire dans l'établissement de son salaire? Jamais la confusion entre le salaire proprement dit et les allocations familiales n'est apparue aussi dangereuse. Ce n'est pas le travail effectué qui compte, ce sont les charges familiales. Hypocrite paternalisme qui permet à l'État-patron, à coup de primes diverses, toutes les cachotteries possibles. Il peut ainsi diviser les mineurs entre eux en multipliant à l'infini les catégories; diviser aussi les ouvriers dont le salaire est basé sur celui des mineurs. Élever le salaire de base du mineur entraînerait l'élévation du salaire du métallurgiste. Et après! Ne serait-ce pas tout naturel? Au lieu de mendier quelques nouvelles primes les syndicats de mineurs devraient s'attaquer à la simplification de leur salaire. On a parlé de salaires de 34.000 francs par mois. Combien de mineurs les touchent? Il n'y a pas danger ni honte à le dire. C'est assez loin du salaire d'un député et même d'un secrétaire confédéral. On n'apprendra rien de neuf aux autres ouvriers. *«Femme de mineur, femme de seigneur»,* dit-on dans certains centres ouvriers. N'empêche qu'il n'y a pas bousculade pour descendre à la mine.

La vieille formule de *«la mine aux mineurs»* est revenue sur l'eau. On l'a rattachée aux premiers temps du syndicalisme révolutionnaire. Erreur! Elle appartient à une période antérieure et participait d'un tout autre état d'esprit. Je ne l'ai entendue en 1905-1906 que pour la voir répudier. Je me souviens encore de camarades du Pas-de-Calais la condamnant. Pour la même raison que j'ai retrouvée dans la bouche d'un métallo reprochant à Rakovski d'avoir dit aux ouvriers d'une usine russe: *«l'usine est à vous, camarades»*. Le lendemain, ce métallo avait vu un de ses collègues couper une courroie afin de l'emporter. - Ben quoi, puisque c'est à moi.

Le défaut essentiel de la mine aux mineurs fut autre. L'exemple le plus connu est celui de la mine aux mineurs de Rive-de-Gier. En 1886, la Compagnie périclitant, arrêta le travail dans certains puits. D'où chômage. Ceux des chômeurs qui ne trouvèrent pas à s'embaucher ailleurs essayèrent de reprendre l'extraction des puits fermés. Le syndicat se transforma en association de production. C'est cela qui constitua la *Mine aux Mineurs*. Mais le résultat fut forcément décevant. Là où les patrons avaient renoncé, les ouvriers furent contraints d'en faire autant.

Aujourd'hui, le problème ne serait pas de reprendre les mines épuisées, mais de faire fonctionner celles qui sont en plein rendement. En face de la nationalisation bureaucratisée et politisée, c'est une expérience qui vaudrait d'être tentée. Les syndicats de mineurs s'en sentent-ils la force?

Cela vaudrait mieux, certes, que de condamner au froid, un hiver de plus, tant de foyers ouvriers. On pense bien que les bourgeois avaient pu faire rentrer leur charbon. Cela vaudrait beaucoup mieux que de noyer les fosses, au nom de la renaissance française, mais pour la seule gloire de Staline.

AU TOUR DE LA F.S.M. D'ÉCLATER (19)...

Vous rappelez-vous les déclarations faites en décembre 1944 par un secrétaire de la C.G.T., déclarations que j'ai rapportées dans ma *«Deuxième lettre d'un ancien»?*

«Quand l'Allemagne sera soviétisée, la soviétisation sera possible partout. Et les anglo-américains seront chassés d'Europe».

Fin 1944, c'était pourtant le moment où l'on mettait sur pied la *Fédération syndicale mondiale*. Les chefs des syndicats russes faisaient alors mille politesses aux chefs des syndicats américains du C.I.O. et à ceux des Trade-Unions anglaises. Bras dessus bras dessous, on partait pour une nouvelle vie. En réalité on allait faire un bout de chemin ensemble. Le temps de pousser certaines opérations d'infiltration et d'investissement, de se renforcer et d'affaiblir le camarade, en attendant de le jeter à la mer.

(19) *La Révolution prolétarienne,* février 1949.

Les anglo-américains chassés d'Europe, c'était la nouvelle croisade en vue. Au nom de quelle idée? Sûrement pas au nom de l'internationalisme prolétarien.

Vous supposerez peut-être que le secrétaire de la C.G.T. prenait cela sous son bonnet. Ne retenez pas cette hypothèse. Notre homme est assez intelligent pour comprendre une consigne de ce genre et l'appliquer. Mais pas assez pour la trouver tout seul. Avouez d'ailleurs que c'est là de la très haute stratégie révolutionnaire - si l'on peut dire. Nous autres, français, nous ne sommes pas aussi malins. Et nous ne voyons pas aussi grand.

Faut-il s'étonner aujourd'hui que la *Fédération syndicale mondiale* ait éclaté? On peut tout au plus se demander comment elle a pu vivre trois ou quatre ans.

Des difficultés étaient apparues assez vite; les Secrétariats professionnels internationaux que l'on voulait incorporer mais priver de toute autonomie regimbaient naturellement; au fond on voulait faire d'eux sur le plan international ce que les vieux syndicaux français ont fait des Unions départementales; ici au bénéfice des Fédérations, là, au contraire, au bénéfice des C.G.T. nationales. Dans les deux cas pour éviter les manifestations d'indépendance de pensée et d'action. Mais le plus grave malaise venait de l'appui constant apporté par la F.S.M., en la personne de ses dirigeants, et particulièrement de Saillant, à la politique russe, même dans les cas les plus scabreux, comme celui de l'Allemagne, demandant l'institution du travail forcé dans les mines de la Ruhr, menaçant les syndicats allemands s'ils s'opposaient au dépècement de leur pays.

Un jour le malaise s'est brusquement aggravé du fait du plan Marshall. Les syndicats américains - l'*American federation* comme le C.I.O. - voulant témoigner leur solidarité envers les ouvriers d'Europe, condamnés à la sous-alimentation et menacés par le chômage, se font les plus ardents protagonistes du plan Marshall. Ils poussent leur gouvernement à faire vite et grand. Ils entrent même, Carey notamment, dans l'administration du plan. Convaincus d'avoir accompli une œuvre admirable, ils se retournent du côté de leurs camarades d'Europe. Que voient-ils? Visages renfrognés, visages hostiles. Ils sont effarés de l'accueil qui leur est fait. La F.S.M. ne discutera pas du plan. Les russes le vilipendent; et naturellement tous leurs domestiques dans tous les pays. Alors, c'est le dégrisement; la situation apparaît telle qu'elle est depuis le début; c'est le divorce forcé.

Sans entrer dans l'examen du plan, reconnaissons que s'il y a une garantie pour les ouvriers d'Europe, c'est bien celle que les organisations syndicales d'Amérique ont donnée et donnent au plan Marshall.

On connaît les circonstances et les étapes du divorce. Au bénéfice de quel conjoint va-t-il être prononcé? Pour qui se rappelle la déclaration de notre secrétaire confédéral et pour qui regarde sans parti pris l'attitude des conjoints durant les trois ou quatre années du mariage, le moindre doute est impossible. On peut tout au plus s'étonner du jobardisme des militants du C.I.O.

Vous pensez bien que ce n'est pas ainsi que nos staliniens présentent les faits. Prenez leur grand appel aux travailleurs du monde entier. Ils dénoncent le viol de l'unité syndicale internationale par les Trade-Unions anglaises et par le C.I.O. américain. Deakin et Carey y sont accusés de tous les crimes et de toutes les contradictions possibles.

On les paye ainsi de leur longanimité et de leur lenteur à comprendre le jeu qui se jouait. C'est eux qui sont accusés d'avoir brisé l'unité. Ce ne sont pas ceux qui les ont obligés à claquer la porte. En espérant les chasser bientôt d'Europe.

Gutenberg, l'hebdomadaire des typos suisses, a publié la déclaration faite le 19 janvier, au cours de la réunion du Bureau exécutif de la F.S.M. par le délégué du C.I.O. Remarquez la conclusion:

«Cela ne sert à rien d'arriver à des accords qui ne sont pas appliqués. Cela ne sert à rien d'arriver à des compromis sans aucun sens qui ne font que dissimuler nos différends. Cela ne sert à rien de prétendre que la F.S.M. est quelque chose d'autre qu'un cadavre. Ensevelissons-le».

Il est sûr que la F.S.M. est morte. Morte sous sa première forme. Mais les staliniens sont trop heu-

reux d'en garder l'enseigne. Ils en restent les seuls maîtres, exactement comme ils sont restés seuls maîtres de la C.G.T. française.

Les autres mouvements syndicaux, à l'appel des Trade-Unions d'Angleterre et d'Amérique, vont-ils réussir à mettre quelque chose debout rapidement? Une conférence est prévue à Bournemouth pour le 8 mars, à laquelle assisteront les délégués d'une cinquantaine de pays. C'est beaucoup de temps perdu. Sans doute s'opposent des conceptions différentes de ce que doit être une véritable internationale syndicale.

Entre nous, ce n'est pas une petite affaire. Il n'y a jamais eu encore de véritable internationale syndicale. Y en aura-t-il une cette fois?

La première idée qui a sauté à l'esprit de certains, c'est qu'il n'y avait qu'à revenir à l'ancienne F.S.I. Remontant même un peu plus haut ils répéteraient volontiers: *Internationale d'Amsterdam* contre *Internationale de Moscou;* ceux-là - ce sont peut-être les mêmes - ne font que renouveler l'erreur commise par F.O., recommençant en 1948 la C.G.T. de 1922. Cela n'a guère réussi pourtant à F.O. Cela ne réussirait guère mieux à la nouvelle Internationale. Au bout d'un an, F.O. n'a acquis aucune force d'attraction. Il en serait probablement de même pour une Internationale bâtie sur le même modèle.

Les problèmes qui se posent en 1949 sont complètement différents de ceux qui se posaient en 1922. Les syndicats russes n'étaient pas alors ce qu'ils sont devenus; ils représentaient une grande espérance révolutionnaire. Ils ne représentent plus aujourd'hui qu'une réalisation d'État totalitaire; ils ne sont plus des organismes se dirigeant eux-mêmes, ils sont un instrument inférieur de cet État totalitaire. Le communisme d'alors a dégénéré en stalinisme, c'est-à-dire en fascisme rouge.

Quant aux organisations syndicales réformistes, fameuses en eau douce, on sait maintenant par expérience qu'elles ne résistent pas à la mer démontée. La merveille des merveilles, l'organisation syndicale allemande, l'a bien prouvé. Jean Mœri, dans la *Revue syndicale suisse* de janvier, s'il n'en tire peut-être pas les conséquences, n'hésite pas à le reconnaître: *«Quand on songe à l'appareil syndical allemand d'avant-guerre, on comprend aussitôt que le nombre et la force organique du nombre ne sont pas grand-chose en définitive s'il ne reste que des individus et pas d'âmes».*

Dans une période historique mouvementée, comme celle où nous sommes, le réformisme est certainement aussi incapable de tenir tête aux staliniens que d'être à la hauteur des événements. Aussi je comprends mal Carey quand il se contente de ramasser l'étiquette de réformiste que lui jettent à la face les staliniens. Il a l'air de dire: *Va pour réformiste!*

Non, le problème n'est pas Réformisme contre Révolution, mais syndicalisme libre dressé devant la contre-révolution personnifiée par les dirigeants russes et leur valetaille.

Les vieux dirigeants syndicaux paraissent incapables de voir cette situation. Un militant F.O. de province me disait dernièrement que Jouhaux leur avait déclaré qu'on verrait ce qu'on verrait, qu'il jouerait peut-être quelque jour un rôle d'arbitre entre la Russie et l'Amérique. Il leur avait encore dit d'autres choses aussi stupides, mais qui confirment ce que l'on avait senti au départ de F.O. et que l'on sent pour la deuxième fois à la naissance de la nouvelle *Internationale syndicale:* on se bat à gants fourrés contre les staliniens. En 1922, contre Lénine et Trotsky, on se battait sauvagement; en 1949, contre Staline on y va comme à regret. Il n'y a pas si longtemps d'ailleurs qu'un vieil adjoint de Jouhaux disait qu'il n'avait aucun grief contre Staline. Celui-ci les a en effet vengés de Lénine et de Trotsky et de leurs attaques contre les social-traîtres.

La lutte présente n'est pas un match de football où l'on voudrait remplir le rôle d'arbitre. C'est une lutte pour contenir, refouler et briser la vague de fascisme rouge qui menace de déferler sur l'Europe entière. L'an dernier, la Tchécoslovaquie a été recouverte. Au tour de quel pays, Allemagne, Italie, France, si le grand barrage n'est dressé sans retard?

Schevenels, l'ancien secrétaire de la F.S.I, qui s'apprêtait à prendre le secrétariat de la nouvelle organisation est, paraît-il, l'objet d'un veto de la part de l'*American federation.* Pour quelles raisons?

Je l'ignore. Mais si c'est parce qu'il incarne le vieil esprit de la F.S.I, l'argument aurait un certain poids.

Reste à savoir ce que veut l'*American federation*. Et si ce qu'elle veut concorde avec ce que réclame la situation historique présente. Aussi avec ce que peuvent accepter les organisations européennes; elles viennent d'échapper à la tyrannie russe; elles ne tiennent pas, cela se conçoit, à passer sous la domination américaine; elles veulent un mouvement d'égaux. Certaines déclarations de militants autorisés de l'A*merican federation* proclament cette égalité. Que les actes soient conformes aux déclarations et beaucoup de difficultés disparaîtront.

Pas toutes, c'est sûr. Quand Irving Brown, dans plusieurs interviews au *Figaro* et au *Monde*, nous dit qu'il est opposé à la lutte de classes, qu'il faut abandonner les idéologies, nous sommes obligés de constater qu'il ne comprend pas la situation, en Europe et même dans le monde. Il recueille peut-être sur ce point l'approbation des vieux chefs syndicaux à la Jouhaux. Il n'aura pas la nôtre; ce qui n'a évidemment aucune importance à ses yeux. Mais ce qui a de l'importance, c'est qu'il n'y aura pas d'internationale tant qu'il n'y aura pas un esprit, une idéologie internationaliste, le sentiment que les ouvriers de tous pays, de toutes races, de toutes couleurs sont frères.

Foin de la lutte de classes? Le mouvement empirique des travailleurs américains ne la mène pas trop mal depuis quelques années. Que l'expérience se poursuive pendant une période et l'on verra si le fait n'engendrera pas l'idée.

Brown s'est-il figuré par hasard, lorsqu'il dit ne pas vouloir de *Quatrième internationale,* que nous identifions l'internationale politique fondée par les trotskystes et appelée *Quatrième internationale* avec une internationale syndicale des quatre continents? Il y aurait de quoi rire.

Il ne s'agit pas de savoir comment nous nous représentons, nous syndicalistes révolutionnaires, l'internationale syndicale véritable. On ne nous demande pas notre avis, je le sais bien; je vais tout de même donner le mien, si démodé et ridicule qu'il soit.

On ne fera pas une *Internationale syndicale* en l'adossant au plan Marshall. La conférence de Berne est un fichu berceau. Pas plus qu'en l'adossant à l'O.N.U., à son *Comité économique et social* et au *Bureau international du Travail.* Une telle *Internationale syndicale* fera tout, excepté son propre travail. Elle ira parader, discourir, partout; elle fabriquera en série des petits et des gros Saillant. Elle ne remplira pas sa propre tâche. Dans le meilleur cas, je veux dire dans le cas où elle ne fera pas la tâche de ses ennemis, gouvernements et bourgeoisie, elle se conduira comme le paysan toujours fourré à la foire, à la chasse ou à la pêche, et qui ne s'occupe pas de ses bêtes et de ses champs. Le toit de sa ferme s'effondre vite. Il en sera de même, Brown, du toit de votre *Internationale*.

Une autre difficulté pratique semble difficile à résoudre. Comment incorporer à l'internationale les Secrétariats professionnels internationaux? Cette difficulté serait vite surmontée si l'on voulait jeter un coup d'œil sur la structure de l'ancienne C.G.T., celle de 1906, et s'inspirer de son exemple. Elle était formée de deux sections, l'une des Fédérations, l'autre des Bourses ou Unions départementales, qui se réunissaient soit séparément, soit ensemble. Pourquoi l'internationale syndicale ne comprendrait-elle pas ses deux sections: l'une des C.G.T. nationales, l'autre des Secrétariats professionnels internationaux? Les deux sections s'habituant à travailler ensemble, s'épaulant mutuellement, échangeant renseignements et expériences, faisant face ensemble aux besoins de propagande et d'action internationale.

Certes, dans l'internationale, la Section des C.G.T. nationales aurait des dimensions énormes. Qui l'empêcherait de se scinder en sous-sections par continent, ayant chacune un représentant au secrétariat?

Je ne me fais pas d'illusions et je ne suis pas ambitieux. Il est certain qu'il ne sortira pas de Bournemouth l'internationale syndicale de nos rêves. Je ne souhaite qu'une chose, c'est qu'elle ne soit pas une *Internationale réformiste* bouffie de suffisance, passant son temps en salamalecs et en prosternations à l'Ouest et à l'Est. Si elle fait du travail syndical réel, si elle mène ce vaste travail d'enquêtes, d'information et d'éducation qu'envisage Jean Mœri, le secrétaire de l'*Union syndicale suisse*, les ré-

volutionnaires y trouveront largement leur compte. Et, pour notre part, nous ne lui marchanderons pas notre effort.

Puisse-t-elle prendre un autre départ que F.O. Puisse-t-elle mieux tenir le coup devant les staliniens et, aussi, devant les événements.